25 novembre : Femmes solidaires propose la création d’un observatoire de la non-violence et du respect fille-garçon dans chaque établissement scolaire

Depuis plus d’un mois la parole des femmes s’est libérée. Une étape importante a été indéniablement franchie dans la révélation des violences faites aux femmes, dont le harcèlement sexuel, le viol et les agressions sexuelles. Cependant, pour autant que ces paroles aient pu contribuer à faire connaitre au grand public la réalité des violences, les difficultés dans leur traitement et prévention restent inchangées. Nous continuons de penser que les politiques publiques ne sont pas assez ambitieuses et que les sévères coupes budgétaires de ces dernières années, notamment des dotations des collectivités locales, la baisse des subventions des conseils régionaux et de l’Etat, et jusqu’à la suppression à la rentrée des emplois aidés ont réduit les champs d’action de nos associations.

Nous le rappelons, ces faits, aussi sordides qu’ils soient, ne sont pas une suite hasardeuses de faits divers. Ils s’inscrivent dans le continuum des violences faites aux femmes qui trouve son origine dans les stéréotypes sexistes. Ces stéréotypes sexistes restent profondément ancrés chez les publics adultes que nous côtoyons, et restent difficiles à déraciner. Inversement, nous assistons à des résultats intéressants auprès des jeunes avec lesquel.le.s nous échangeons, notamment lors d’interventions en milieu scolaire. Femmes solidaires a sensibilisé 11 000 élèves en 2016 / 2017.

Fortes de cette expérience, nous demandons la création d’observatoires de la non - violence et du respect fille/garçon dans tous les établissements scolaires de l’Ecole maternelle à l’Université. Ces observatoires pourraient mettre en présence des chef.fe.s d’établissement et personnels éducatifs, dont les professeur.es, des infirmiè.re.s et psychologues scolaires, des parents et des élèves ainsi que des associations de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants. Ils auraient pour but de créer des espaces de parole, d’échanger des pratiques, de désamorcer des situations en accompagnement des sanctions.

Pour remplir ces objectifs, ces observatoires doivent être appuyés par une volonté politique forte démontrée par un investissement financier sans équivoque de l’Etat dans le monde éducatif.

Contact : 01 40 01 90 90 Paris, mardi 21 novembre 2017

Version imprimable

